



Leçons

Apprises

Mobilisation des Femmes Lesbiennes Bies et
Trans au Cameroun et en Afrique de l'Ouest :
Proposition d'une Approche Basée sur la Théorie
du Changement.

DÉDICACE

Ce livret est dédié à toutes les organisations de la société civile dans le monde en général et singulièrement au Cameroun qui, jours après jours, militent et luttent pour l'amélioration de la situation des droits humains à travers le globe terrestre et particulièrement pour la diversité et l'inclusion des peuples.

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme PRIDE (Partenariat pour les Droits humains, l'Inclusion, la Diversité et l'Égalité) du COC Nederland, l'AVAF (Association pour la Valorisation de la Femme) s'est engagée à produire une Documentation relative aux enseignements tirés de la mise en œuvre de ce programme. Leçons qu'elle se propose de partager au moyen du présent livret.

A cet effet, l'équipe de l'AVAF a investigué auprès de bénéficiaires de ses activités, ainsi qu'auprès d'autres associations identitaires du Cameroun et d'ailleurs. L'objectif in fine étant de trianguler les données ainsi recueillies pour s'assurer de la fiabilité des informations ainsi collectées afin d'en dégager leur sens et leur force.

Afin de collecter ces informations, elle a procédé par des contacts physiques directs au moyen de discussions, par des entretiens semi-directifs, par correspondances électroniques, par discussions dans les groupes WhatsApp et par téléphone.

Ces leçons tirées sont observées sous le prisme analytique de la Théorie du changement. C'est-à-dire que nous essayons de montrer comment grâce à la mise en œuvre du Programme PRIDE, nous contribuons de façon progressive à l'émergence d'une société camerounaise diverse et inclusive dans laquelle nous sommes en mesure de participer à notre plein potentiel.

Ce travail est donc le produit de la synthèse des informations collectées. Il peut permettre d'examiner les différents niveaux de la Théorie du changement au niveau desquels l'AVAF a déjà commencé à agir.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En matière de changement social, le COC Nederland a développé une Théorie du changement susceptible de s'appliquer à plusieurs contextes, à différents niveaux d'interventions et en fonction de différents facteurs qui sont en jeu. Cette théorie constitue un point de départ pour les discussions avec les partenaires sur la meilleure stratégie à mettre en œuvre et les besoins les plus importants à prendre en compte, ceci dans la perspective d'aider ses partenaires à identifier les facteurs les plus importants de changement et de fixer des objectifs à plus long terme.

Aussi, le COC pense que :

- Mettre par écrit les enseignements tirés se révèle être une expérience consolidatrice pour l'apprentissage des organisations ;
- Ce processus fournit également une bonne occasion de montrer à d'autres organisations ce que la votre a été en mesure d'accomplir.

En plus, le COC offre l'occasion de :

- Consulter les enseignements tirés des années précédentes sur le site : <http://international.coc.nl>
- Recevoir des fonds supplémentaires pour des organisations intéressées par la mise en œuvre d'un processus « enseignements tirés ».

Ainsi, l'AVAF se donne l'opportunité de partager avec le grand public, par le biais de ce livret, les enseignements tirés dans son processus de mobilisation des bénéficiaires, plus précisément des cibles LGBTQ/FSF. En effet, il s'agit d'un véritable pari à relever, de travaux Herculéens, que rencontrent la quasi-totalité des organisations travaillant avec ces cibles.

En outre, l'AVAF espère contribuer à inspirer d'autres organisations rencontrant les mêmes difficultés d'une part et d'autre part permettre à des partenaires financiers, de trouver des raisons de soutenir des organisations travaillant avec cette cible, par le financement d'activités ludiques et/ou d'autonomisation.

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Dans l'approche nous avons recueilli des informations auprès d'individus aussi bien que d'associations. Cela s'est fait au moyen d'entretiens lors de rencontres physiques, d'échanges téléphoniques, de groupes de discussions, y compris par le biais de groupes WhatsApp et de courriels. Nous avons soumis le même questionnaire aux associations tant sur le plan national que sur le plan international. Il était question pour les répondant-e-s d'indiquer quelles sont les activités les plus appréciées par les cibles LBTQ (Lesbiennes, Bies, Trans et Queer), quelles étaient les difficultés rencontrées dans la mobilisation des cibles et enfin en guise de perspectives quelles étaient les propositions pour améliorer le niveau et la qualité de prise en compte de la cible pour une meilleure implication et participation

De manière générale, en jetant un regard panoramique sur les données recueillies, il est aisé de constater que d'un pays à un autre, les activités prisées par les LBTQ sont relativement les mêmes et se répartissent en termes de priorités selon la distribution suivante : activités ludiques et sportives, activités d'apprentissage et activités éducatives..

APERÇU GLOBAL DES RÉPONSES COLLECTÉES

Les réponses ont également montré que les difficultés à mobiliser la cible LGBTI étaient causées par les mêmes raisons, indifféremment du contexte des pays (Bénin, Burkina, Togo, Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo et le Cameroun) qui nous ont servi d'échantillon de collecte de ces informations.

Ces difficultés de mobilisation ont pour dénominateur commun la pauvreté des cibles. En effet, le constat est que la majorité des personnes LBTQ, vivent une situation de précarité tendant à se généraliser du fait des nombreuses discriminations, de rejets de toutes sortes dont elles sont victimes.

Les conséquences de cette situation de précarité sont le chômage, les licenciements abusifs, l'exclusion, et toutes choses qui concourent à ce que les LBTQ ne soient pas en mesure de se payer des frais de transport pour aller assister aux activités qui se déroulent à des lieux distants de leurs lieux d'habitations.

CONSTAT

Nous sommes partis du constat de la participation insuffisante des bénéficiaires à nos activités ainsi que leur faible implication dans la vie associative. En effet, aussi « pertinentes » soient-elles, les activités proposées

ne mobilisaient pas assez de bénéficiaires. La situation n'étant pas plus reluisante dans les autres associations identitaires du Cameroun, nous avons commencé à investiguer sur les probables mécanismes explicatifs de ce phénomène et sur les solutions à envisager pour essayer d'y remédier.

PROBLÈME

Nous avons pensé premièrement mettre un accent sur le droit à l'éducation et à l'information de la cible par l'amélioration des connaissances à travers les causeries éducatives, les groupes de parole, la distribution des supports éducatifs (dépliants), des ateliers de formation en droits humains et des conférences-débats. L'objectif visé est de veiller à ce que les droits humains soient promus et connus par la cible en vue de réduire les abus et les nombreuses violations de leurs droits, dont les LGBTI sont victimes au quotidien et d'amorcer ainsi un éventuel changement social.

Une étude a priori n'avait donc pas été menée pour identifier le type d'activités que préférait les LGBTI en général et les LBTQ/FSF en particulier. En outre, nous avons identifié lors des entretiens individuels ou de groupes avec des bénéficiaires, d'autres éléments qui représentaient des facteurs aggravant de cette insuffisante participation, en l'occurrence :

- L'homosexualité considérée comme déviance par la société ;
- L'existence d'une loi répressive persistante contre les rapports homosexuels (article 347 bis du code pénal –ancien et 347-1 nouveau.) ; et les articles 82 et 83 portant sur la cyber criminalité (cas du Cameroun) ;
- Des arrestations arbitraires par les Officiers de Police Judiciaires (OPJ) d'individus soupçonnés d'homosexualité ;
- La crainte d'être étiqueté et identifié comme LGBTI pour avoir été vu dans un milieu « réputé » fréquenté par les membres de la communauté.

Ce sont des problèmes majeurs recensés qui expliquent le faible taux de participation constamment observé dans les activités. A cela s'ajoute le problème de la sous scolarisation de la majeure partie des membres de la communauté fréquentant les associations.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les facteurs externes qui entravent l'atteinte des objectifs dans la mise en œuvre du programme PRIDE sont :

AU NIVEAU INDIVIDUEL – LA RESPONSABILISATION PERSONNELLE – LGBTI AUTONOMISÉS

- La carence des compétences disponibles en nombre et en qualité au sein des associations identitaires ;
- L'insuffisance de paiement de cotisations des membres qui fréquentent les associations ;
- La peur de dévoiler son identité de genre et/ou son orientation sexuelle ;

Le refus et la peur de voir son image apparaître sur des photos ou vidéos faites pendant les activités.

- AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTÉ – LA RESPONSABILITÉ DES COMMUNAUTÉS – COMMUNAUTÉ LGBTI FORTE
- Le grand public n'a pas une bonne image des LGBTI car ces derniers contribuent par leur comportement à s'attirer les foudres qui s'abattent sur eux au quotidien ;
- Insuffisance de mobilisation d'alliés pertinents et des initiatives de plaidoyer en direction des acteurs gouvernementaux en vue de la prise en compte des LGBTI dans les programmes et politiques nationales.

AU NIVEAU DE L'ORGANISATION – LA RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS – DES ORGANISATIONS LGBT EFFICACES

- La plupart des associations identitaires se considèrent plus en tant que concurrentes, qu'en tant que structures appelées à mettre en commun leurs efforts pouvant optimiser leur rendement ;
- La difficulté pour certaines associations identitaires à mobiliser des fonds propres pour subvenir à leurs besoins (financer les activités les plus prisées par les membres de la communauté) ;
- Un problème de déficit de bonne gouvernance. En effet, la gouvernance demeure embryonnaire au sein de bon nombre d'associations identitaires ;
- L'insuffisance de ressources humaines, matérielles et financières qui rend peu opérant le niveau de rendement des associations LGBTI.

AU NIVEAU DU MOUVEMENT - LA RESPONSABILITÉ DE L'ENSEMBLE DES LGBTI ET DES ORGANISATIONS ALLIÉES DANS UN PAYS – MOUVEMENT LGBTI MOBILISÉS

- Insuffisances de mobilisation des partenaires/alliés par prudence et réserve, car il faut identifier des alliés « sincères » qui ne mettent pas en danger le mouvement ;
- Un déficit de couverture nationale du territoire par des actions concertées (réseautage) ;
- Insuffisance de partenariats formels noués avec des partenaires.

AU NIVEAU RÉGIONAL ET INTERNATIONAL – VERS UN MOUVEMENT INTERNATIONAL DES DROITS HUMAINS

- Insuffisance de partages d'expériences et d'initiatives communes à l'échelle régionale.

SOLUTIONS ENVISAGÉES

AU NIVEAU INDIVIDUEL – LA RESPONSABILISATION PERSONNELLE – LGBTI AUTONOMISÉS

- Recherche de financements pouvant permettre de renforcer les compétences des membres des associations ;
- Recherche de financements pour les activités génératrices de revenus susceptibles de rendre autonomes les membres de l'association ;
- Développement de l'estime de soi des bénéficiaires au travers de formations.

AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTÉ – LA RESPONSABILITÉ DES COMMUNAUTÉS – COMMUNAUTÉ LGBTI FORTE

- Promotion des droits humains ;
- Amélioration des connaissances des bénéficiaires en droits humains ;
- Identification et recherche d'alliés pertinents tant au sein de la société civile que des autorités administratives ;
- Formation en plaidoyer et lobbying des membres de la communauté en vue d'aboutir à des actions concrètes sur le terrain.

AU NIVEAU DE L'ORGANISATION – LA RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS – DES ORGANISATIONS LGBT EFFICACES

- Cooptation et implication des individus et/ou des associations non LGBTI dans certaines activités ;

- Recueil des besoins spécifiques des LBTQ/FSF pour leur meilleure prise en compte dans le domaine de la santé ;
- Envisager une meilleure négociation avec les partenaires financiers dans l'optique qu'ils soient capables de financer les activités qui suscitent un attrait pour la cible LGBTI ;
- Mettre sur pied une stratégie de développement systématique des activités génératrices de revenus au sein des associations ;
- Développement des initiatives de travail en réseau avec d'autres associations identitaires ou non identitaires ;
- Intégrer la pratique de la bonne gouvernance au sein des associations ;
- Améliorer le niveau de rendement des associations LGBTI par l'accroissement des ressources humaines, matérielles et financières.

AU NIVEAU DU MOUVEMENT – LA RESPONSABILITÉ DE L'ENSEMBLE DES LGBTI ET DES ORGANISATIONS ALLIÉES DANS UN PAYS – MOUVEMENT LGBTI MOBILISÉS

- Densifier le recrutement des partenaires/alliés ;
- Implication d'autres associations LGBTI ou non LGBTI dans les activités organisées par l'AVAF ;
- Mettre sur pied sur le plan national des réseaux ;
- Intégrer des plateformes et des coalitions existante au plan national ;
- Multiplier l'établissement de partenariats formels avec les organisations LGBTI ou non LGBTI.

AU NIVEAU RÉGIONAL ET INTERNATIONAL – VERS UN MOUVEMENT INTERNATIONAL DES DROITS HUMAINS

- Partage d'expériences sur des réseaux sociaux avec des responsables d'associations ou avec d'autres membres de la communauté, basés dans d'autre pays d'Afrique ;
- Créer et ou intégrer un réseau existant sur le plan international.

PERSPECTIVES

En guise de perspectives, l'AVAF se projette sur les déterminants suivants :

- Etre patient car tout changement social est lent et progressif ;
- Le développement d'un esprit d'ouverture : avoir une expérience à vendre pour rendre de mieux en mieux visibles les actions de l'AVAF et du programme PRIDE ;
- Consolider l'expérience d'une association apprenante et de travail en équipe ;
- Améliorer les capacités du staff de l'association par des formations et/ou des stages ;
- Appartenir à une plateforme et/ou un réseau à l'échelle internationale pour un plaidoyer en faveur des LGBTI en général, et des LBTQ/FSF en particulier.

FACTEURS AYANT CONDUITS À L'AMÉLIORATION DE LA MOBILISATION DES BÉNÉFICIAIRES

- Le recours à une approche d'offre de services axée sur le respect des droits : l'information et l'éducation (par des formations et des séances éducatives), le respect de la vie privée (confidentialité et respect de ne pas publier des images des personnes ayant prises part aux activités sans leur consentement) ;
- L'organisation d'activités telles que la recherche de stratégies plus attractives de mobilisation des bénéficiaires basée sur la prise en compte de leurs besoins spécifiques ;
- La création et l'existence de l'association comme un cadre d'expression et de rencontre de la communauté LBTQ/FSF ;
- Amélioration de l'estime de soi des LBTQ/FSF qui prennent régulièrement part aux activités ;
- L'organisation d'activités ludiques telles que les piscines party, les excursions, les soirées théâtres, cinéma ;
- Appropriation progressive du programme PRIDE par le staff de l'AVAF.

ATTENTES / DÉFIS

- Vulgariser au sein de la communauté la Théorie du changement ;
- L'acceptation progressive des LGBTI au sein de la communauté comme personnes à part entière ;

- Développer des stratégies qui permettront aux membres de la communauté LGBTI de s'approprier la Théorie du changement ;
- Développer un réseau fort de dénonciation des cas de violation de droits peut contribuer à inverser / infléchir la tendance ;
- Développer davantage le partenariat et impliquer des alliés non-LGBTI ;
- Trouver de façon permanente des financements qui prendront en compte la satisfaction des besoins spécifiques de la cible ;
- Les associations identitaires se structurent davantage et travaillent à se mettre ensemble pour développer des stratégies et des synergies d'actions pour bâtir un mouvement de plus en plus fort ;
- Contribuer à donner une meilleure formation au plan individuel aux membres de la communauté afin de réduire les haines et les détestations auxquelles ils font face ;
- Mettre sur pied des interventions qui satisfassent l'atteinte des cinq niveaux dans la Théorie du changement du Programme PRIDE.

REGRETS

- Le caractère directif du type d'activités à mettre en œuvre dans le cadre du Programme PRIDE ;
- La faiblesse du seuil de financements accordé à l'AVAF dans le cadre du Programme PRIDE;
- Le manque de prise en charge des charges de fonctionnement .

EXPÉRIENCES PROPRES VÉCUES PAR CERTAINES BÉNÉFICIAIRES TÉMOIGNAGES

EMILIE, 37 ANS : « J'avais toujours éprouvé des appréhensions à aller en consultation et raconter mes expériences intimes de vie à un médecin. Et à deux reprises, je me suis retrouvée avec une IST mal soignée car je n'avais pas conscience que donner de fausses informations au médecin pouvait influencer son diagnostic et donc fausser le traitement. Je ne savais pas que l'intimité et la confidentialité pouvaient m'être garanties. Je redoutais qu'une fois sorti de l'hôpital, tout le monde soit au courant de ma vie. Mais avec les causeries éducatives sur les droits sexuels, notamment sur le droit à l'intimité, cela a bouleversé ma façon de percevoir les choses.

Aujourd'hui, j'ai gagné en assurance et peux me confier à un professionnel de santé de façon libre et confiante. Je pense que c'est à mon bénéfice »

IRÈNE, 40 ANS : « Avant de commencer à fréquenter l'AVAF, je ne m'étais jamais retrouvée dans un environnement où tout le monde peut exprimer librement ses pensées, ses ressentis, ses opinions concernant la sexualité sans tabous. En participant aux discussions et aux échanges organisés par l'AVAF, j'ai pris conscience que je peux sans peur ni honte parler et partager avec d'autres personnes des sujets relatifs à la sexualité en respectant mutuellement nos opinions. J'y ai trouvé un environnement dans lequel je ne me sens pas discriminée, et où je peux développer mes capacités et mon potentiel. A mon âge, tu te rends compte !" »

CATHY, 22 ANS : « Je réside dans la ville de Douala. La seule association que je fréquente est l'AVAF. Ce n'est donc que lors de mes passages à Yaoundé, que je profite de faire un tour en association. C'est une belle expérience, tout ce que j'ai pu apprendre ici... Je suis particulièrement particulièrement encouragée de rencontrer d'autres personnes qui vivent les mêmes problèmes que moi (ne pas pouvoir parler de son orientation sexuelle avec ses proches, vivre son orientation en cachette et soupçonnant à tout moment, qu'il y ait des personnes autour de moi qui connaissent peut-être la vérité). Je suis au regret de ne pas pouvoir le faire lorsque je suis à Douala car j'aurais bien voulu jouir de cela étant aussi là-bas, puisse que j'y passe le clair de mon temps. Hélas ! Je ne peux pas me payer ce "luxe". Ce serait la catastrophe si quelqu'un des miens découvrait mon orientation.»

AICHA, 33 ANS : « De famille musulmane, j'ai été mariée à l'âge de 14 ans à un monsieur d'une famille amie à la notre. Il était tellement violent et me battait même parfois. Mes premiers rapports sexuels ont été malheureusement très traumatisants pour moi. A l'âge de 16 ans, j'ai dû m'enfuir de mon village à l'insu de tous pour me retrouver à Yaoundé avec de l'argent que j'avais soutiré à mon « riche » mari. J'ai connu encore des abus sexuels de la part de certaines personnes qui prétendaient m'aider dans ma situation d'alors, l'hospitalité. Je ne saurais peut-être jamais par moi-même, si ce sont ces expériences qui m'ont fatalement rapprochée. Mais ce que je sais, c'est qu'aujourd'hui je me sens bien. J'ai d'ailleurs plus d'assurance dans mon orientation depuis que je suis exposée aux droits sexuels. Ma vie aurait peut-être eu un autre sens si mes parents et ma famille avaient la connaissance des droits sexuels. Savent-ils que chaque individu a le droit de choisir de se marier ou non... ? Savent-ils que chaque individu a le droit que ses droits soient préservés ? Vivement que les droits humains soient davantage vulgarisés.»

PAOLA, 28 ANS : « J'ai découvert l'AVAF grâce à une de mes coéquipières (je suis joueuse de handball). Depuis l'année 2017, nous avons beaucoup parlé de droits humains et de droits sexuels. Mais cela ne me donnait pas un grand espoir, car je résonnais en moi-même en me disant que, même si tout le monde était édifié sur les droits, ils pourraient malgré cela durcir leurs cœurs au changement du fait de l'influence de la culture et bien d'autres influences. Seulement, après avoir suivi l'atelier de formation en plaidoyer/lobbying, j'ai de plus en plus espoir en l'avenir. Je pense fermement que le changement est réalisable ! Les mentalités peuvent évoluer, chacun doit se sentir concerné, petit ou grand. Le moment est venu de prendre plus d'initiatives et de passer à l'action.»

QU'AVONS-NOUS RETENU DE NOTRE EXPÉRIENCE?

Afin de mobiliser aisément la cible LGBTI, il faudrait au préalable, un plan général pour le processus de mobilisation des cibles LGBTI qui pourrait consister en :

- Savoir où les trouver et comment gagner leur confiance pour les amener à consentir à participer aux programmes que l'on voudrait initier avec elles et en leur faveur ;
- Les impliquer dans le choix des interventions qui répondent à leurs besoins spécifiques ;
- Leur attribuer des responsabilités dans l'ensemble du processus de mise en œuvre de ces programmes ;
- Améliorer leurs capacités, aptitudes et compétences par des formations appropriées ;
- Promouvoir un esprit de leadership et des initiatives de travail en réseau ;
- Rechercher des partenaires financiers qui pourraient soutenir les actions à entreprendre.

CONCLUSION

Le travail rendu dans ce livret a présenté l'expérience particulière de l'AVAF, dans le cadre des difficultés que l'association a rencontrées pour la mobilisation des bénéficiaires et comment par une approche comparative à travers le modèle de la Théorie du changement du COC, elle a analysé la situation afin d'y apporter des éventuelles corrections. Nous pensons que l'approche développée par le modèle de la Théorie du changement peut faire tâche d'huile même dans le contexte camerounais, si toutefois, les spécificités du contexte local sont prises en compte.

Le sociologue français Guy Rocher dans ses travaux démontre que tout changement social significatif s'opère à l'échelle d'une génération c'est-à-dire au moins sur vingt ans. Et donc, le Programme PRIDE visant à renforcer la société civile locale dans ses activités de lobbying et de plaidoyer de manière efficace et durable et auquel l'AVAF a adhéré, nous semble être de prime abord un outil pertinent pour le changement. En effet nous classons le cheminement de l'AVAF au côté du COC en trois phases. L'an 2016 fut la phase de la découverte et de la prise de contact avec le Programme PRIDE avec pour ancrage principal le diagnostic territorial qui nous avait permis de dresser un état des lieux sur le déploiement des associations travaillant avec les LBTO/FSF ; les années 2017 et 2018 sous l'auspice de la phase d'appropriation, durant laquelle un accent a été mis sur les formations en Droits Humains, Droits Sexuels et le Genre y compris des acquisitions des connaissances en plaidoyer / lobbying. Nous escomptons dès 2019 nous porter vers la phase de vulgarisation du programme avec en toile de fond, la mise en œuvre des plaidoyers effectifs, pour la prise en compte et l'inclusion des cibles LBTO/FSF, dans les délégations d'arrondissement et régionale du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, et la consolidation de la mise sur pied d'un réseau sur le plan international. L'objectif in fine sera la concrétisation dans la durée des cinq niveaux du programme PRIDE.

REMERCIEMENTS

L'AVAF tient à remercier le COC, pour la confiance qu'elle nous a accordée et surtout pour les mutations qui de façon quasi imperceptibles mais progressives, s'opèrent dans les vies des personnes qui bénéficient des activités du programme PRIDE. De même, nous remercions l'ensemble des membres de la communauté LBTQ/FSF d'Afrique (Bénin, Burkina, Togo, Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo) en général et du Cameroun en particulier, dont les contributions aux moyens des entretiens et questionnaires auxquels ils ont accepté de se soumettre pour la réalisation de ce livret. Nous remercions enfin, en particulier, Nina Guillerme, (International Project Manager, COC Nederland) pour son soutien, son apport, son coaching et ses encouragements réguliers qui poussent la jeune association qu'est l'AVAF à aller de l'avant. Encouragements qui ont créé un déclic ayant abouti à la rédaction de ce livret sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet.

ANNEXE

1. TABLEAU DE RÉPARTITION DES ASSOCIATIONS PAR PAYS QUI ONT CONTRIBUÉ À RENSEIGNER LES INFORMATIONS COLLECTÉES:

ASSOCIATIONS	PAYS
ELLES Cameroun	Cameroun
AJO	
Affirmative Action	
ACHREDHO	
AJESGA	
AMAPLUS	
AVAF	
Positive Vision	
Trans-Amicale	
AFRO Bénin	
KNBY / Référence Burkina	Burkina Faso
Afrique Arc-en-ciel	Togo
OASIS	RDC
LLACI	Côte-d'Ivoire

2. TABLEAU RÉCAPITULANT LES ACTIVITÉS CITÉES ET CLASSÉES PAR TYPE :

TYPE D'ACTIVITÉS	ACTIVITÉS APPRÉCIÉES
Récréative	Excursions, concours de make-up, journées, récréatives avec karaoké, les agapes, jeux de société, projections cinématographiques, piscine party, les sorties plage, pique-nique, théâtre
Sportive	Football, footing, sports d'équipe, sport de santé, marche sportive
Éducative	Table ronde, causerie de groupe, conseils, sensibilisation communautaire focus groupe, débat dans les groupes WhatsApp
Formation	Ateliers de formations sur les thématiques renforcement des capacités, les camps de formation, activités génératrices de revenus
Autres	Les tests de dépistages VIH/SIDA

3. TABLEAU PRÉSENTANT LA PRIORITÉ ACCORDÉE AUX TYPES D'ACTIVITÉS PAR CIBLES TOUCHÉES PAR LES ASSOCIATIONS :

N°	TYPE D'ASSOCIATION (EN FONCTION DES CIBLES)	TYPE D'ACTIVITES PAR ORDRE DE PRIORITÉ	INDICE DES PRÉFÉRENCES (EN FONCTION DE LA FRÉQUENCE D'APPARITION)
1	TRANS	Récréative	3
		Sportive	1
		Éducative	2
		Formation	3
2	LBTQ/FSF	Récréative	3
		Sportive	3
		Éducative	2
		Formation	2
3	G	Récréative	2
		Sportive	1
		Éducative	3
		Formation	3
4	LGBT	Récréative	2
		Sportive	2
		Éducative	2
		Formation	2
Observations: Valeurs indicelles : 1=faible importance, 2=moyenne importance, 3=grande importance.			



Lessons Learned Publications in this Series:

50. Caribbean LGBTQI Leadership Academy, Pilot Programme.
49. Engaging Micro Finance Institutions with LGBTI Communities: A Practical Guide Based on Micro Rainbow International's Experience in Cambodia
48. The South African Police Service's Dignity, Diversity and Policing Project: The Promotion And Protection Of Human Rights, Dignity & Safety For All.
47. As the Court Pleases: An Assessment of Advocacy Strategies for Strategic Litigation.
46. An analysis of the engagement with and progress made at the African Commission on Human and Peoples' Rights: A Kenyan activist's perspective
45. Advocacy and Policy Engagement by Ishtar-MSM in Nairobi (Kenya)
44. Service Delivery and Uptake for MSM and MSW at the Ishtar-MSM Wellness Community Space in Nairobi (Kenya)
43. Raising awareness of stakeholders and mobilization of transgender and intersex communities
42. LGBTI refugee programme
41. Advocating against draft anti-LGBT legislation in Kyrgyzstan
40. Integrated Training for Health Care Providers in South Africa
39. A comparison of urban and rural LGBT support groups in Botswana
38. Identifying gaps to focus on in future work through community dialogues with law enforcement, healthcare workers, students and rural villages in Lesotho
37. Creating access to health services for LGBT Community in primary health care settings in the four regions of Swaziland.
36. Lessons learned at Equidad's HIV/STI testing centres for MSM in Ecuador
35. Raising awareness in the face of ignored deficiencies in the National Police Force of Panama
34. Safety for human rights advocates and defenders in the Central American context
33. Health Care Providers' sensitization and capacity development; and community mobilization through arts and theatre in Lusaka (Zambia)
32. Moving beyond individual counselling of LGBTI people to address central psychosocial issues on community level in Tshwane (Pretoria)
31. Bonela Challenging structural barriers through the Gender and Sexual Minority Rights Coalition in Gaborone (Botswana)
30. CEDEP Advocacy Approaches in Malawi
29. GALZ Lessons learnt amongst MSM in the uptake of Male Circumcision (Zimbabwe)
28. Uptake of Post-Exposure Prophylaxis (PEP) by Men who have Sex with Men in Tshwane (Pretoria).
27. OUT's Peer Education Programme for MSM / LGBT's in Tshwane, Pretoria
26. The Pink Ballot Agreement
25. Peer Education Programme (Malawi)
24. Schorer Monitor
23. Health, culture and network: Interventions with homosexuals living with HIV/AIDS at Rio de Janeiro polyclinics
22. Telling a story about sex, advocating for prevention activities – informational materials about safe sex and harm reduction for gay men and MSM from 14 to 24 years.
21. Mainstreaming of LGBTI/MSM/WSW issues in all areas of service provision: Empowering Service Providers and Policy Makers in Botswana through trainings
20. Now we are talking! – Developing skills and facing challenges.
19. Towards a Comprehensive Health Care Service Model for Transgender People in Ecuador
18. Comparative analysis and account of the outreach process to implement a method to change behaviors of youngsters with homo/lesbo erotic feelings in Costa Rica
17. Methodology for behavioral change in teenagers with same sex feelings, from the Greater Metropolitan Area, in Costa Rica
16. Breeding Ideas: building up a young peer educators' network.
15. Prevention Images: notes about a photography workshop with young MSM and people living with HIV/AIDS in Rio de Janeiro
14. Advocacy campaign to prohibit hate lyrics targeted at men having sex with men during a dance hall concert in Suriname.
13. Interactions between young multipliers and young gays and bisexuals in internal and external activities in Rio de Janeiro (Brazil).
12. Information Stands: Prevention Project aimed at young gay men from Tegucigalpa (Honduras)
11. Ndim'lo (This is me) Photovoice with lesbian and bisexual women in the Western Cape, South Africa
10. Me&3 Campaign for lesbian and gay individuals in Pretoria (South Africa)
9. Sensitization of the National Police by transgender organizations in Ecuador
8. Exercising 'Knowledges': Implementing training and prevention activities.
7. Public Incidence Activities: In search of public spaces accessible to teenagers with same sex feelings in the Greater Metropolitan area of Costa Rica. "Specific Case: Incidence with the National Institute for Women - INAMU - Costa Rica"
6. My body, your body, our sex: A Sexual Health Needs Assessment For Lesbians and Women Who Have Sex With Women, Durban, South Africa
5. Working with buddy groups in Zimbabwe
4. 'MAN TO MAN', a joint approach on sexual health of MSM in the Netherlands via the Internet
3. Lessons learned from project "Visual information on sexual health and the exercise of citizenship by the GLBTI beneficiaries of the Organization in Quito, Ecuador".
2. Coffee afternoons: Prevention Project aimed at young gay men from Tegucigalpa (Honduras)
1. Womyn2Womyn (W2W) quarterly open day, for lesbian and bisexual (LB) women at the Prism Lifestyle Centre in Hatfield, Pretoria (South Africa)